

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 1922.

Projet de loi

approuvant la Convention Anglo-Belge sur la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Convention de La Haye du 17 juillet 1908, approuvée par la loi du 20 avril 1909, règle actuellement les rapports entre la Belgique et la plupart des pays de l'Europe continentale en ce qui concerne la communication des actes judiciaires et l'exécution des commissions rogatoires.

A raison des différences nombreuses qui existent entre les lois de procédure de la Grande-Bretagne et celles des États signataires de cet acte diplomatique, le Gouvernement britannique n'a pas cru opportun d'y adhérer; de sorte qu'aujourd'hui encore, bien que les rapports d'affaires entre nos deux pays soient devenus de plus en plus fréquents, aucun arrangement n'est venu faciliter la solution des litiges qui surgissent entre personnes habitant en Angleterre et personnes établies en Belgique.

La Convention que le Gouvernement du Roi a l'honneur de soumettre à votre examen a été signée à Londres, le 21 juin dernier, en vue de combler cette lacune.

Elle a été rédigée avec le souci, non pas d'apporter des innovations dans les rapports internationaux, mais de consacrer plutôt, par des textes précis, obligatoires pour les hautes parties contractantes, des pratiques dont l'expérience a démontré les avantages. Elle concilie, dans la mesure du possible, les législations des deux États.

Au surplus, la Convention vous est présentée sous le patronage de la Commission permanente de Droit International privé, qui en a examiné et approuvé le projet, avant l'ouverture des négociations. Celles-ci n'ont pas sensiblement

modifié la physionomie du texte approuvé. Les quelques légers changements apportés à ce texte ont pour portée unique de préciser et de simplifier le régime de transmission des actes et constituent, par conséquent, des améliorations.

* *

Le chapitre premier, intitulé *Préliminaires*, ne comprend qu'un seul article, aux termes duquel la convention « ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales ». Ces expressions doivent être entendues dans le sens que leur a donné la Convention internationale de 1905 : il ne s'agit pas seulement des affaires qui sont de la compétence des tribunaux civils et des tribunaux de commerce. Comme le disait M. Louis Renault, délégué de la France, dans le rapport de la première commission à la Conférence de 1905, « du moment où des intérêts privés sont en jeu, les règles établies par la convention deviennent applicables » (Actes de la IV^e Conférence de La Haye, p. 84). La convention nouvelle s'appliquera donc aux contestations d'intérêt privé portées devant une juridiction administrative. Par contre, elle demeure étrangère aux matières répressives, aux matières fiscales et, en général, aux actes de la puissance publique. Ainsi, par exemple, l'autorité judiciaire de l'État requis ne pourra pas transmettre à l'intéressé résidant dans son ressort une contrainte aux fins de paiement de ses contributions ou de taxes réclamées par l'État requérant.

* *

Le chapitre II concerne la *communication des actes judiciaires et extrajudiciaires*.

Il est essentiel de remarquer que, comme il résulte d'ailleurs de l'emploi du mot « communication », qui figure dans l'intitulé du chapitre et qui se retrouve dans le texte des articles, la convention n'a nullement pour objet de régler la signification proprement dite des actes, mais seulement leur mode de transmission, dans les cas où, dressés sur le territoire d'un des deux États contractants, ils doivent être remis à un destinataire résidant sur le territoire de l'autre État. Pas plus que la Convention de La Haye, elle ne touche à la Législation interne sur la signification. La loi nationale de chacun des États contractants continuera à régler librement les différents modes de signification qui pourront ou devront être employés dans son territoire. Seulement, dans les cas où une signification rendra nécessaire l'intervention de l'État où réside le destinataire de l'acte, cette intervention sera accordée de la manière et sous les conditions fixées par le Traité. Celui-ci ne consacre que l'obligation mutuelle des deux États de se prêter leur concours pour la communication des actes qui leur auront été remis à cet effet.

Les mots « actes judiciaires et extrajudiciaires » ont une portée très large; ils se réfèrent à la juridiction gracieuse aussi bien qu'à la juridiction contentieuse. C'est ainsi que pourront être communiqués, dans les conditions et formes prévues par la convention, non seulement les actes qui ont pour but d'appeler une partie devant une juridiction quelconque, même administrative, mais encore les actes qui contiennent sommation de faire ou de ne pas faire, notifi-

cation d'un fait, d'un congé, dénonciation d'un protêt, offres réelles, mise en demeure, etc.

L'article 2 donne aux intéressés le choix entre plusieurs modes de communication.

Le premier de ces modes (art. 5) est la transmission par voie consulaire, heureuse innovation de la IV^e Conférence de La Haye, qui a voulu éviter les lenteurs de la voie diplomatique. Ce mode de communication, en vigueur depuis plus de dix ans entre la Belgique et de nombreux États européens, n'a donné lieu à aucune critique.

Les dispositions de l'article 5 sont d'ailleurs la reproduction à peu près littérale des cinq premiers articles de la Convention de La Haye, et leur sens est ainsi clairement établi par l'application déjà longue qu'on a faite de ces dernières dispositions.

Naturellement, la convention anglo-belge ne reproduit pas certains passages du texte qui ne se trouvaient à leur place que dans un Traité plurilatéral. De plus, à l'expression générale « l'autorité qui sera désignée par l'État requis » la convention anglo-belge substitue la désignation précise de cette autorité. Ce sera, en Belgique, le Procureur du Roi dans le ressort duquel se trouve le destinataire de l'acte — en Angleterre, le *Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England*.

Le second mode de communication des actes (art. 4) s'inspire de l'article 6, 1^{er}, de la Convention de La Haye. L'acte pourra être remis au destinataire en personne, sans contrainte et sans l'intervention des autorités de l'État sur le territoire duquel la remise sera effectuée, par les agents diplomatiques ou consulaires de l'État requérant. Cette façon de procéder n'a donné lieu à aucune critique. Aussi la disposition de la Convention de 1905 a-t-elle été reproduite dans la Déclaration échangée entre la Belgique et la France le 2 octobre 1912 (art. 7). Pour consacrer une pratique en usage depuis de longues années en Angleterre, la Convention soumise à votre examen autorise la remise des actes, non seulement par les agents diplomatiques et consulaires, mais aussi par un agent nommé par les tribunaux de l'État requérant d'une manière générale ou en vue d'un cas spécial.

Le troisième mode, autorisé par l'article 5, est la transmission des actes par la voie de la poste.

Il est superflu d'insister sur l'importance que présente, à notre point de vue, cet article 5 qui consacre le maintien du système de transmission organisé en Belgique par l'arrêté du 1^{er} avril 1814.

Ce mode, simple entre tous, concorde avec notre législation et garde à juste titre toutes nos préférences.

Indépendamment de ces trois modes de transmission des actes, l'article 6, reproduction de l'article 6, 2^o, de la Convention de La Haye, permet aux intéressés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination.

* * *

Le chapitre III est intitulé *Établissement de preuves* et non, comme le cha-

pitre correspondant de la Convention de La Haye, « Commissions rogatoires ».

Cette différence s'explique par le fait que la Convention anglo-belge admet la possibilité de procéder à la recherche des preuves par d'autres moyens que la Commission rogatoire proprement dite. « La preuve, porte l'article 8, pourra être faite suivant l'un des modes visés aux articles 9 et 11 ci-après. »

L'article 9 organise l'établissement des preuves par voie de commissions rogatoires. Ce texte correspond aux articles 8 à 14 de la convention internationale de 1905. La transmission des commissions rogatoires se fera conformément au mode admis par l'article 3 pour la transmission des actes. Ce mode, qui fait gagner du temps en évitant les intermédiaires nécessités par le recours à la voie diplomatique, ne porte d'ailleurs pas atteinte à l'article 139 de notre loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, aux termes duquel les juges ne peuvent obtempérer aux commissions rogatoires émanées de juges étrangers qu'autant qu'ils y sont autorisés par le Ministre de la Justice. Comme l'article 9 consacre le système des articles 8 à 14 de la Convention de la Haye, en termes à peu près identiques, il est inutile d'en expliquer longuement la portée. Le meilleur commentaire de ce texte se trouve dans la pratique qui, depuis plus de dix ans, a précisé le sens des dispositions de la convention de 1905.

Signalons, entre les deux conventions, une très légère différence en ce qui concerne la traduction qui doit accompagner la commission rogatoire, lorsque celle-ci n'est pas rédigée dans « la langue de l'autorité requise », dit l'article 10 de la Convention de la Haye dans « une des langues de l'autorité requise », dit l'article 9 b) de la convention anglo-belge, par souci de respecter notre bilinguisme.

Cette traduction « dans une de ces langues » (porte encore l'article 9 b), sera certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'État requérant, et sur ce point les deux textes sont d'accord. Mais elle pourra aussi être certifiée conforme « par un traducteur assermenté de l'État requis », dit l'article 10 de la convention de 1905, « par un traducteur officiel ou assermenté de l'un des deux États », dit l'article 9 de la convention de 1922. De plus, ce dernier texte ajoute : « si elle n'est pas accompagnée d'une traduction, celle-ci pourra être établie par les soins de l'État requis. »

On peut conclure de là que, dans cette hypothèse, l'État requis a bien la faculté de faire établir par ses soins une traduction aux frais de l'État requérant, mais qu'il n'en a pas l'obligation. L'autorité requise peut renvoyer les pièces au consul de l'État requérant en l'invitant à faire réparer l'omission.

L'article 11 de la Convention prévoit la possibilité de la recherche des preuves par un autre mode que la commission rogatoire. Un agent diplomatique ou consulaire de l'État devant le tribunal duquel on devra faire usage de la preuve, ou même une autre personne nommée par ce tribunal, pourra recueillir la preuve sans l'intervention des autorités de l'État sur le territoire duquel il y sera procédé. Il peut, en effet, y avoir grand avantage à recourir à l'intervention d'un agent de l'État requérant, spécialement quand il s'agit de faire entendre des témoins ressortissant de cet État. Ceux-ci questionnés dans leur langue maternelle par une personne connaissant bien la législation de leur pays, peuvent répondre d'une manière plus sûre, et leurs réponses ne courent pas le risque d'être altérées par une traduction.

Il importe toutefois de respecter le principe énoncé dans l'article 30 de notre Constitution.

Le pouvoir judiciaire, en Belgique, ne peut être exercé que par les Cours et tribunaux. Il est dès lors inadmissible qu'un État étranger charge un de ses agents d'une commission rogatoire à exécuter chez nous. C'est ce que faisait remarquer le rapport présenté à la Chambre des Représentants par M. Van Cleemputte, lors de la discussion de la loi approuvant la Convention de la Haye du 17 juillet 1905. Aussi la Convention soumise à votre examen ne reproduit-elle pas l'article 15 de la Convention de la La Haye. Elle se borne, dans son article 11, à autoriser non pas l'exécution d'une Commission rogatoire, qui est un véritable acte judiciaire, mais seulement une sorte d'enquête officieuse, qui exclut l'emploi de toute voie de contrainte et qui, par conséquent, n'implique à aucun degré l'exercice de l'*imperium*. Il ne pourra être question d'une contrainte quelconque à l'égard des ressortissants de l'État requis, ni même de l'État requérant. Les personnes avec lesquelles l'agent étranger se trouvera en rapport seront averties, par l'invitation même qui leur sera adressée, qu'elles sont libres de ne pas comparaître, ou de ne pas se dessaisir des pièces dont la remise leur serait demandée. Le tout se passera sans intervention des autorités ou des officiers ministériels de l'État requis.

A vrai dire, l'article 2 ne fait que consacrer une mesure imposée par les nécessités de la pratique et dont la légitimité n'a jamais été contestée. De tout temps, en effet, les agents diplomatiques et les consuls étrangers ont pu, avec une entière liberté, recueillir les renseignements de nature à sauvegarder les intérêts des ressortissants de l'État qu'ils représentent. Entraver cette liberté serait pousser jusqu'à l'exagération le principe de l'indépendance et de la souveraineté des États. Ce qui importe, c'est que l'agent d'un État étranger ne puisse pas, chez nous, même à l'égard de ses ressortissants, faire acte d'autorité.

A cet égard, le texte de la convention donne tous les apaisements. L'agent étranger, porte l'article 11 b), n'aura aucun pouvoir coercitif. Et l'article 11 c) ajoute : « Toute convocation mentionnera expressément que la procédure a lieu sans contrainte. » On ne saurait souhaiter un texte plus formel.

Les articles 7 et 10 énumèrent les frais qui peuvent être réclamés à l'État requérant. Cette énumération est limitative. Elle exclut toute réclamation de frais dus au fisc, mais elle permet à l'État requis de se faire indemniser de ses débours. On trouve des dispositions analogues dans la Convention internationale de 1905 (articles 7 et 16). De même que sous l'empire de cette convention, le règlement de comptes se fera d'État à État, et non entre le Gouvernement de l'État requis et la partie requérante ; il appartiendra à l'État dont relève cette partie d'exercer ensuite son recours contre elle, et de prendre les mesures nécessaires pour parer aux risques de son insolvabilité.

La convention se termine par un chapitre IV, contenant des *Dispositions générales* qui ne réclament aucune explication.

*
* * *

Les éclaircissements qui précèdent vous permettront d'apprécier la portée des clauses de la convention du 21 juin dernier. L'importance sans cesse croissante

des rapports d'affaires de notre pays avec la Grande-Bretagne rend hautement désirable la conclusion d'un arrangement de ce genre qui, en donnant plus de facilité et plus de sécurité pour l'accomplissement des actes de procédure entre personnes résidant sur les territoires des deux États favorisera incontestablement la marche rapide des procès. Sans doute, s'il est bon de hâter la solution des litiges, il vaut mieux encore de les prévenir en supprimant, dans la mesure du possible, les causes des conflits, tout en respectant la législation interne des deux États. Aussi le Gouvernement se permet-il d'espérer que la convention anglo-belge ne marquera que le premier pas dans la réalisation d'un programme plus vaste, s'étendant aux diverses matières du Droit international privé.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.



CONVENTION.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, désireux de faciliter l'accomplissement des actes de procédure entre personnes résidant dans leurs territoires respectifs, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et nommé pour leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur C. LEURQUIN, Officier de l'Ordre de Léopold, Conseiller à la Cour de Cassation, et Monsieur V. KIXON, Officier de l'Ordre de Léopold, Chevalier de l'Ordre de la Couronne, Directeur Général au Ministère de la Justice ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Comte DE BALFOUR, K. G., O. M., Lord Président du Conseil privé du Roi ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

I. — *Préliminaires.*

ARTICLE 1^{er}.

La présente Convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales.

II. — *Communication d'actes judiciaires et extrajudiciaires.*

ARTICLE 2.

Lorsqu'il y a lieu de signifier des actes judiciaires ou extrajudiciaires dressés sur le territoire d'un des États contractants à des personnes se trouvant sur le territoire de l'autre, ces actes peuvent être communiqués à leurs destinataires, au choix des intéressés, de l'une des manières prévues aux articles 3, 4 et 5 ci-après.

ARTICLE 3.

a) La demande de signification est adressée :

En Belgique, par le Consul britannique au Procureur du Roi dans le ressort duquel se trouve le destinataire de l'acte ;

En Angleterre, par le Consul général de Belgique à Londres au *Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England*.

b) La demande, contenant l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire et la nature de l'acte, sera rédigée dans une des langues usitées dans l'État requis. L'autorité qui aura reçu la demande enverra à l'autorité consulaire la pièce prouvant la remise de l'acte ou indiquant le fait qui a empêché cette remise.

La communication se fera par les soins de l'autorité compétente de l'État requis. Cette autorité, sauf les cas prévus au paragraphe c, du présent article, pourra se borner à faire la communication par la remise de l'acte au destinataire, si celui-ci est disposé à l'accepter.

En cas d'incompétence de l'autorité à qui un acte a été transmis, celle-ci le fera parvenir d'office à l'autorité compétente du même État.

c) Si l'acte à signifier est rédigé dans une des langues usitées dans l'État requis, ou s'il est accompagné d'une traduction dans une de ces langues, l'autorité requise, au cas où le désir lui en serait exprimé dans la demande, fera signifier l'acte dans la forme prescrite par sa législation intérieure pour la signification de documents semblables, ou dans une forme spéciale qui ne soit pas contraire à cette législation. Si un pareil désir n'est pas exprimé, l'autorité requise cherchera à effectuer la remise de la manière indiquée au paragraphe b).

La traduction prévue à l'alinéa précédent sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'État requérant ou par un traducteur officiel ou assermenté de l'un des deux États.

d) L'exécution de la demande ne pourra être refusée que si l'État sur le territoire duquel cette exécution devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

e) La preuve de la communication se fera au moyen d'une attestation de l'autorité de l'État requis, constatant le fait, la forme et la date de cette communication.

Si l'acte à communiquer a été transmis en double exemplaire, l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles, ou y être annexé.

ARTICLE 4.

L'acte à communiquer pourra aussi être remis au destinataire en personne, quelle que soit la nationalité de celui-ci, sans contrainte et sans intervention des autorités de l'État sur le territoire duquel la remise sera effectuée :

a) Soit par les agents diplomatiques ou consulaires de l'État requérant ;

b) Soit par un agent que les tribunaux de l'État requérant ont nommé d'une façon générale ou en vue d'un cas spécial.

L'acte sera rédigé dans une des langues de l'État sur le territoire duquel la remise devra être faite, ou accompagné d'une traduction dans une de ces langues, à moins que le destinataire ne soit ressortissant de l'État requérant.

ARTICLE 5.

Les actes dressés par les officiers compétents dans l'un des deux États pourront

également être transmis par la voie de la poste aux destinataires domiciliés ou résidant sur le territoire de l'autre Etat.

ARTICLE 6.

Les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 ne s'opposent pas à la faculté pour les intéressés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou fonctionnaires compétents du pays de destination.

ARTICLE 7.

La signification ne peut donner lieu, d'Etat à Etat, à la perception d'aucune taxe, de quelque nature que ce soit.

Toutefois, dans les cas prévus à l'article 3, l'Etat requérant devra rembourser à l'Etat requis les frais qui seraient dus, suivant la loi locale, aux personnes chargées de la signification. Ces frais sont évalués d'après le tarif en vigueur pour les nationaux de l'Etat requis. Le remboursement en est réclamé par l'autorité judiciaire requise à l'autorité consulaire requérante en même temps qu'elle lui fait parvenir l'attestation prévue à l'article 3 *e*).

III. — *Établissement de preuves.*

ARTICLE 8.

Lorsqu'une juridiction constituée dans un des Etats contractants ordonnera qu'une preuve soit recueillie sur le territoire de l'autre Etat, cette preuve pourra être faite suivant l'un des modes visés aux articles 9 et 11 ci-après.

ARTICLE 9.

(a) La juridiction saisie pourra, conformément à sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

(b) La commission rogatoire sera rédigée dans une des langues de l'autorité requise ou accompagnée d'une traduction dans une de ces langues, certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur officiel ou assermenté de l'un des deux Etats. Si elle n'est pas accompagnée d'une traduction, celle-ci pourra être établie par les soins de l'Etat requis.

(c) La Commission rogatoire sera transmise :

En Angleterre, par le Consul général de Belgique à Londres au *Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England* ;

En Belgique, par le Consul britannique au Procureur du Roi dans le ressort duquel la commission rogatoire doit être exécutée ;

(d) L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire sera adressée aura l'obligation d'y satisfaire, en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ;

(e) L'autorité consulaire de l'Etat requérant sera, si elle le demande, informée

de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister ;

(f) L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

(1°) Si l'authenticité du document n'est pas établie ;

(2°) Si, dans l'État requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

(3°) Si l'État requis la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ;

(g) En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même État, suivant les règles établies par la législation de celui-ci ;

(h) Dans tous les cas où la commission rogatoire ne sera pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité consulaire de l'État requérant, en indiquant, soit la raison pour laquelle l'exécution a été refusée, soit l'autorité judiciaire à laquelle la commission a été transmise ;

(i) L'autorité qui exécutera une commission rogatoire appliquera les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre. Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'État requis.

ARTICLE 10.

L'exécution des commissions rogatoires ne peut donner lieu, d'État à État, à la perception de taxes, de quelque nature que ce soit.

Toutefois, l'État requérant rembourse à l'État requis les indemnités payées aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, les frais d'assignation des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, et enfin les frais dus à la personne que l'autorité judiciaire compétente aura commise à sa place au cas où la législation intérieure le lui permet.

Le remboursement des frais est réclamé par l'autorité requise à l'autorité requérante en même temps qu'elle lui envoie les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire. Ces frais sont évalués selon le tarif en vigueur pour les nationaux de l'État requis.

ARTICLE 11.

(a.) La preuve pourra aussi être recueillie, sans l'intervention des autorités de l'État sur le territoire duquel il y sera procédé, par un agent diplomatique ou consulaire de l'État devant le tribunal duquel on devra faire usage de la preuve, ou par une autre personne nommée par ce tribunal.

(b.) L'agent chargé de recueillir la preuve pourra demander aux personnes désignées soit de comparaître comme témoins, soit de produire tout document, soit de prêter un serment, mais il n'aura aucun pouvoir coercitif.

(c.) Les convocations émanant de l'agent seront rédigées dans une des langues de l'État où la preuve sera recueillie, ou accompagnée d'une traduction dans une de ces langues, à moins que leur destinataire ne soit ressortissant de l'État requérant. Toute convocation mentionnera expressément que la procédure a lieu sans contrainte.

(d.) La procédure pourra se faire conformément à la législation de l'État sur le territoire duquel la preuve devra être utilisée, et les parties auront le droit d'être représentées par des avocats ou avoués de cet État.

ARTICLE 12.

Le fait qu'un essai en vue de recueillir la preuve par le moyen prévu à l'Article 11 a échoué par suite du refus des témoins de comparaître, de faire leur déposition ou de produire des documents, ne fera pas obstacle à ce qu'une demande soit faite ultérieurement en conformité de l'Article 9.

IV. — *Dispositions générales.*

ARTICLE 13.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient au sujet de l'application de la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

ARTICLE 14.

(a.) La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date de l'échange des ratifications ; elle est conclue pour une durée de trois ans à partir de sa mise en vigueur. Dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié six mois avant l'expiration de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à être obligatoire encore six mois, et ainsi de suite de six mois en six mois à compter du jour où l'une des deux Parties l'aura dénoncée.

c) La présente Convention ne s'appliquera pas aux Dominions, Colonies, Possessions ou Protectorats des deux Hautes Parties contractantes, mais chacune d'elles peut à toute époque étendre, par simple notification, cette Convention à l'un de ses Dominions, Colonies, Possessions ou Protectorats.

La notification indiquera l'époque où la Convention entrera en vigueur, les autorités auxquelles doivent être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires, et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle les communications et traductions doivent être faites.

A l'expiration d'un délai de trois ans après la mise en vigueur de l'extension à l'un des Dominions, Colonies, Possessions ou Protectorats de l'une des Hautes Parties contractantes, il appartient à celle-ci d'y mettre à tout moment un terme moyennant préavis donné six mois à l'avance.

c) La présente Convention ne s'applique pas non plus à l'Écosse, ni à l'Irlande. Mais Sa Majesté Britannique aura le droit d'étendre la Convention à l'Écosse et à l'Irlande dans les conditions prévues au paragraphe précédent pour les Dominions, Colonies, Possessions ou Protectorats.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Londres, le 21 juin 1922.



(12)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 DECEMBER 1922.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Engelsch-Belgische Overeenkomst aangaande het overzenden van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten en aangaande het vaststellen der bewijzen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Overeenkomst van 's Gravenhage van 17 Juli 1905, goedgekeurd door de wet van 20 April 1909, regelt thans de betrekkingen tusschen België en de meeste landen van het Europeesche vasteland wat betreft de mededeeling der gerechtelijke akten en de uitvoering der opdrachten tot onderzoek.

Om reden van de talrijke verschillen die er bestaan tusschen de wetten aangaande de rechtspleging van Groot-Brittannië en die der Staten welke deze diplomatieke akte onderteekend hebben, heeft de Britsche Regeering het niet wenschelijk geacht tot deze Overeenkomst toe te treden, zoodat tot heden toe, alhoewel de betrekkingen tusschen onze beide landen meer en meer zijn toegenomen, er nog geene schikking bestaat met het doel de oplossing van geschillen die ontstaan tusschen personen in Engeland wonend en personen in België gevestigd, te vergemakkelijken.

De Overeenkomst, die de Regeering des Konings de eer heeft aan uw onderzoek te onderwerpen werd op 21 Juni l.l. te Londen geteekend ten einde in deze leemte te voorzien.

Zij werd opgesteld geenszins met den wensch nieuwigheden in de internationale betrekkingen in te voeren, maar veeleer met het doel door nauwkeurige voor de Hooge Verdragsluitende Partijen bindende teksten praktijken te bevestigen waarvan de ondervinding de voordeelen bewezen heeft. Zij brengt in de mate van het mogelijke de wetgevingen der beide Staten in overeenstemming.

Bovendien wordt de Overeenkomst u aangeboden met een aanbeveling van de bestendige commissie van Internationaal Privaatrecht, die er het ontwerp van heeft onderzocht en goedgekeurd vooraleer de onderhandelingen geopend werden. Door deze onderhandelingen werd de algemeene vorm van den goedgekeurden tekst niet noemenswaard gewijzigd. De enkele geringe wijzigingen die er aan toegebracht werden, beoogden slechts het stelsel van verzending der akten nauwkeuriger te bepalen en te vereenvoudigen en bij gevolg zijn het veeleer verbeteringen.

* * *

Het eerste hoofdstuk, betiteld *Inleidende bepaling*, bevat slechts een enkel artikel, volgens de termen waarvan de Overeenkomst, « slechts van toepassing is op burgerlijke- en handelszaken ». Deze uitdrukkingen moeten begrepen worden in den zin dien hun gegeven werd door de Internationale Overeenkomst van 1903 : het gaat niet alleen om de zaken die behooren tot de bevoegdheid der burgerlijke- en handelsrechtbanken. Zooals de heer Louis Renault, afgevaardigde van Frankrijk het zegde in het verslag der eerste commissie op de Conferentie van 1903, « zoodra private belangen in het spel zijn, worden de door de Overeenkomst vastgestelde regels toepasselijk » (Handelingen der IV^e Conferentie van den Haag, bladzijde 84). De nieuwe Overeenkomst zal dus van toepassing zijn op de geschillen van privaat belang welke voor een bestuurlijke rechtsmacht gebracht worden. Daarentegen heeft zij geene betrekking op strafzaken, belastingzaken en, in het algemeen, op handelingen der openbare macht. Zoo zal, bij voorbeeld, de rechterlijke overheid van den aangezochten Staat aan den in haar rechtsgebied verblijvenden belanghebbende geen dwangbevel tot betaling zijner door den aanzoekenden Staat gevorderde belastingen of rechten, kunnen verzenden.

* * *

Het hoofdstuk II heeft betrekking op de mededeeling der gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.

Het is van overwegend belang op te merken dat, zooals trouwens blijkt uit het gebruik van het woord « mededeeling » voorkomend in den titel van het hoofdstuk en verder in den tekst der artikels, de Overeenkomst geenszins als voorwerp heeft het regelen der eigenlijke gezegde beteekening der akten, maar alleenlijk de manier waarop zij zullen worden overgezonden, ingeval zij, opgemaakt zijnde op het grondgebied van een der verdragsluitende Staten, overhandigd moeten worden aan een bestemming verblijvend op het grondgebied van den anderen Staat. Zoo min als de Overeenkomst van 's Gravenhage wijzigd zij iets aan de inwendige wetgeving aangaande de beteekening. De landwet van elk der verdragsluitende Staten zal de verschillende wijzen van beteekening, die op zijn grondgebied zullen mogen of moeten gebruikt worden, vrijelijk blijven regelen. Alleenlijk in de gevallen waarin de tusschenkomst van den Staat waar de bestemming der akte verblijft, voor het uitvoeren eener beteekening noodig zal zijn zal deze tusschen-

komst verleend worden op de wijze en onder de voorwaarde door het Verdrag bepaald. Gezegd Verdrag bevestigt slechts de onderlinge verplichting der beide Staten om elkander hunne medewerking te verleenen voor de mededeeling der hun te dien einde overhandigde akten.

De woorden « gerechtelijke en buitengerechtelijke akten » hebben een zeer groote draagkracht; zij hebben zoowel op de willige rechtsmacht als op de gedingbeslissende rechtsmacht betrekking. Zoo zullen, in de voorwaarden en vormen door de overeenkomst voorzien, niet alleen akten kunnen worden medegedeeld die voor doel hebben eene partij voor gelijk welke, zelfs een bestuurlijke rechtsmacht te roepen, maar ook nog de akten betrekking hebbend: op een aanmaning tot al of niet verrichten, op een betekening van het feit, van een opzegging, op een protestaanzegging, op een aanbod van gereede betaling, op eene oproeping tot betaling, enz.

Artikel 2 geeft aan de belanghebbenden de keus tusschen verschillende manieren van mededeeling.

De eerste dezer manieren (art. 3) is het verzenden langs den consulairen weg, eene voortreffelijke nieuwigheid ingevoerd door de IV^e Conferentie van s'Gravenhage, die den tragen gang van den diplomatieken weg heeft willen vermijden. Deze manier van mededeeling, die sedert meer dan tien jaar in voege is tusschen België en talrijke Europeesche Staten, heeft tot geen enkele kritiek aanleiding gegeven.

De beschikkingen van artikel 3 zijn trouwens een bijna letterlijke overneming van de vijf eerste artikelen van de Overeenkomst van 's Gravenhage en hunne beteekenis is dus duidelijk vastgesteld door het feit dat deze laatste beschikkingen reeds sedert lang worden toegepast.

Het is verstaanbaar dat zekere gedeelten van den tekst, die slechts reden van bestaan hadden in een meerszijdig Verdrag, in de Engelsch-Belgische Overeenkomst niet werden overgenomen. Bovendien vervangt de Engelsch-Belgische Overeenkomst de algemeene uitdrukking « de overheid welke door den aangezochten Staat zal worden aangewezen » door de nauwkeurige vermelding van deze overheid. Deze zal zijn: in België de Procureur des Konings in wiens rechtsgebied de bestemming der akte zich zal bevinden, in Engeland de *Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England*.

De tweede manier van mededeeling der akte (art. 4) is ingegeven door artikel 6, 3^o der Overeenkomst van 's Gravenhage. De akte zal aan den bestemming in eigen persoon, zonder drang en zonder tussenkomst der overheden van den Staat op wiens grondgebied de overhandiging zal geschieden, door de diplomatieke of consulaire agenten van den aanzoekenden Staat kunnen worden overhandigd. Deze manier van handelen heeft tot geenerlei kritiek aanleiding gegeven. Ook is de beschikking van de Overeenkomst van 1905 opgenomen geworden in de Verklaring uitgewisseld tusschen België en Frankrijk op 2 October 1912 (art. 7). Om een sedert lange jaren in Engeland in voege zijnde gebruik te bevestigen, laat de aan uw onderzoek onderworpen Overeenkomst de overhandiging der akten toe, niet alleen door de diplomatieke en consulaire agenten, maar ook door eenen

agent in het algemeen of met het oog op een bijzonder geval benoemd door de rechtbanken van den aanzoekenden Staat.

De derde, door artikel 5 toegelaten manier is het verzenden der akten per post.

Het is overbodig aan te dringen op het belang dat dit artikel 5 voor ons heeft, aangezien daardoor wordt bevestigd de instandhouding van het in België door het besluit van 1 April 1814 ingericht stelsel van verzending.

Deze bij uitstek eenvoudige manier stemt met onze wetgeving overeen en zij blijft met recht onze voorkeur behouden.

Behalve deze drie manieren van verzending der akten, laat artikel 6, overgenomen van artikel 6, 2^o, van de Overeenkomst van 's Gravenhage, aan de belanghebbenden toe de beteekingen rechtstreeks te doen uitvoeren door de zorgen van deurwaarders of van bevoegde ambtenaren van het land van bestemming.

*
* * *

Hoofdstuk III is betiteld : *Vaststelling der bewijzen*, en niet, gelijk het overeenstemmende hoofdstuk van de Overeenkomst van 's Gravenhage, « Opdrachten tot onderzoek.

Dit verschil verklaart zich uit het feit dat de Engelsch-Belgische Overeenkomst eveneens de mogelijkheid aanneemt om naar bewijzen te zoeken door andere middelen dan de eigenlijk gezegde opdracht tot onderzoek. « De bewijzen zullen mogen ingezameld worden, zegt artikel 8, op eene der wijzen bedoeld in de hiernavolgende artikelen 9 en 11. »

Artikel 9 regelt de vaststelling der bewijzen door middel van opdrachten tot onderzoek. Deze tekst stemt overeen met de artikelen 8 tot 14 der Internationale Overeenkomst van 1903. Het verzenden der opdrachten tot onderzoek zal geschieden overeenkomstig de wijze aangenomen bij artikel 3 voor het verzenden der akten. Deze wijze, die tijd doet winnen door het vermijden van de tussenpersonen die noodig zijn wanneer de diplomatieke weg gevolgd wordt, doet trouwens geene afbreuk aan artikel 139 onzer wet betreffende de gerechtelijke inlichting van 18 Juni 1869, naar luid waarvan de rechters slechts aan de opdrachten tot onderzoek uitgaande van vreemde rechters gevolg mogen geven voor zoverre zij er door den Minister van Justitie toe gemachtigd worden. Aangezien artikel 9 het stelsel der artikelen 8 tot 14 van de Overeenkomst van 's Gravenhage bijna letterlijk overneemt, is het overbodig over de strekking van dit artikel breedvoerig uit te weiden. Deze tekst vindt zijne beste verklaring in de praktijk die gedurende meer dan tien jaren de beteekenis der beschikkingen van de Overeenkomst van 1903 nauwkeurig bepaald heeft.

Vestigen wij de aandacht op een zeer gering verschil dat er bestaat tusschen beide overeenkomsten wat de vertaling betreft die bij de opdracht tot onderzoek moet gevoegd zijn, wanneer deze laatste niet opgesteld is in « de taal der aangezochte overheid » zegt artikel 10 van de Overeenkomst van 's Gravenhage, in « eene der talen van de aangezochte overheid », zegt artikel 9b) van de Engelsch-Belgische Overeenkomst, gedreven door den

wensch onze tweetaligheid te eerbiedigen. Deze vertaling « in eene dezer talen », zegt artikel 9 b) nog, zal voor getrouw gewaarmerkt worden door eenen diplomatieken of consulairen agent van den aanzoekenden Staat, en op dit punt komen beide teksten overeen. Maar zij zal ook voor getrouw gewaarmerkt kunnen worden « door eenen beëdigden vertaler van den aangezochten Staat » zegt artikel 10 van de Overeenkomst van 1905, « door eenen officieelen of eenen beëdigden vertaler van een der beide Staten » zegt artikel 9 van de Overeenkomst van 1922. Bovendien voegt deze laatste tekst hieraan toe : « Indien zij niet van eene vertaling vergezeld is, kan deze gemaakt worden door de zorgen van den aangezochten Staat ».

Hieruit kan men besluiten dat, in deze onderstelling, de aangezochte Staat door zijne zorgen op kosten van den aanzoekenden Staat, eene vertaling wel mag doen maken, maar dat hij daartoe niet verplicht is. De aangezochte overheid kan de stukken aan den consul van den aanzoekenden Staat terugzenden en hem verzoeken in dit verzuim te voorzien.

Artikel 14 der Overeenkomst voorziet de mogelijkheid van het opzoeken van bewijzen op eene andere wijze dan door de opdracht tot onderzoek. Een diplomatiek of consulaire agent van den Staat voor wiens rechtbank men van de bewijzen gebruik zal moeten maken, of zelfs een andere door deze rechtbank benoemde persoon, zal de bewijzen kunnen inzamelen zonder tusschenkomst van de overheden van den Staat op wiens grondgebied daartoe wordt overgegaan. Het kan immers van groot voordeel zijn de tusschenkomst in te roepen van eenen agent van den aanzoekenden Staat, bijzonderlijk wanneer het noodig is getuigen onderhoorig aan dezen Staat te doen hooren. Wanneer deze laatsten in hunne moedertaal ondervraagd worden door een persoon die goed de wetgeving van hun land kent, zullen hunne antwoorden meer zekerheid hebben en geen gevaar loopen door eene vertaling verkeerd weergegeven te worden.

Het is echter noodig het grondbeginsel uitgedrukt in artikel 50 van onze Grondwet te eerbiedigen.

De rechterlijke macht kan in België niet worden uitgeoefend dan door de Gerechtshoven en de Rechtbanken. Het is dus onaanneembaar dat een vreemde Staat een zijner agenten gelast bij ons eene opdracht tot onderzoek uit te voeren. Deze opmerking kwam voor in het verslag door den heer Van Cleemputte aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers aangeboden, bij de bespreking der wet tot goedkeuring der Overeenkomst van 's Gravenhage van 17 Juli 1905. Ook heeft de aan uw onderzoek onderworpen Overeenkomst artikel 13 van de Overeenkomst van 's Gravenhage niet overgenomen. Door haar artikel 14 laat zij geenszins de uitvoering toe eener opdracht tot onderzoek, die een werkelijke gerechtelijke akte is, maar alleenlijk een soort officieus onderzoek, dat het gebruik van elk dwangmiddel uitsluit en dat bijgevolg in geenerlei graad de uitoefening van het *imperium* met zich brengt. Er zal geen spraak zijn van gelijk welken dwang ten opzichte van de onderhoorigen van den aangezochten Staat, noch zelfs van den aanzoekenden Staat. De personen waarmede de vreemde agent in betrekking zal treden, zullen door de hun toegezonden uitnoodiging verwittigd worden

dat het hun vrij staat niet te verschijnen of de stukken waarvan hun de overhandiging gevraagd zou worden, niet af te staan. Dit alles zal geschieden zonder tussenkomst van de overheden of van de deurwaarders van den aangezochten Staat.

In werkelijkheid wordt door artikel 14 slechts een maatregel bevestigd die door de noodwendigheden der praktijk noodzakelijk was geworden en waarvan de wettigheid nooit betwist werd. Te allen tijde immers zijn vreemde diplomatieke en consulaire agenten volkomen vrij geweest de inlichtingen in te zamelen die van aard zijn de belangen der onderhoorigen van den Staat dien zij vertegenwoordigen, te vrijwaren. Door deze vrijheid te belemmeren zou men er toe komen het beginsel van de onafhankelijkheid en van de soevereiniteit der Staten te overdrijven. Het is slechts van belang dat de agent van een vreemden Staat in ons land, zelfs ten opzichte zijner onderhoorigen, zijn gezag niet kunne doen gelden.

Te dien opzichte geeft de tekst der overeenkomst volkomen bevrediging. De vreemde agent, zegt artikel 11b, « zal over geen dwangmiddelen beschikken ». En artikel 11c voegt hier aan toe : « Elke oproeping zal uitdrukkelijk vermelden dat men niet gedwongen is te verschijnen. » Meer duidelijkheid kan niet gewenscht worden.

De artikelen 7 en 10 geven eene opsomming der kosten die van den aanzoekenden Staat kunnen teruggevorderd worden. Deze opsomming is beperkend. Zij sluit elke vordering van aan het belastingwezen verschuldigde kosten uit, maar laat den aangezochten Staat toe de terugbetaling zijner uitgaven te eischen. Dergelijke beschikkingen komen ook voor in de internationale Overeenkomst van 1905 (artikelen 7 en 16). Evenals krachtens deze Overeenkomst de afrekening moet geschieden van Staat tot Staat en niet tusschen de Regeering van den aangezochten Staat en de aanzoekende partij, zoo zal de Staat waaraan deze partij onderhoorig is, vervolgens zijn verhaal op deze laatste moeten uitoefenen en alle maatregelen moeten treffen om zich te vrijwaren tegen elk verlies voorspruitend uit onvermogen om te betalen.

De Overeenkomst eindigt met hoofdstuk IV, hetwelk *Algemeene beschikkingen* bevat die geen uitleg behoeven.

*
* *

De voorafgaande ophelderingen zullen u in staat stellen de draagkracht der bepalingen van de Overeenkomst van 21 Juni l. l. naar waarde te schatten.

Door het feit dat de betrekkingen van ons Land met Groot-Brittannië voortdurend toenemen, is het hoogst wenschelijk geworden dergelijke schikking te sluiten die de uitvoering der akten van rechtspleging tusschen personen op het grondgebied van beide Staten verblijvend gemakkelijker en zekerder zal maken en dienvolgens ontegenzeglijk de vluggen afhandeling der processen zal bevorderen. Het is zonder twijfel goed de oplossing van geschillen te bespoedigen, maar het is nog beter ze te voorkomen door in

de mate van het mogelijke de oorzaken van geschillen weg te nemen onder eerbiediging van de inwendige wetgeving der beide Staten. Ook koestert de Regeering de hoop dat de Engelsch-Belgische Overeenkomst slechts een eerste stap zal zijn naar de verwezenlijking van een veel ruimer programma, dat zich zou uitbreiden tot de verschillende takken van het Internationaal Privaatrecht.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

De Minister van Justitie,

F. MASSON.



OVEREENKOMST

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITTANNIË EN IERLAND EN DE OVERZEESCHE BRITSCH E GEBIEDEN, KEIZER VAN INDIË, wenschende de uitvoering der akten van rechtspleging tusschen op hunne respectieve grondgebieden verblijvende personen te vergemakkelijken, hebben besloten te dien einde eene Overeenkomst te sluiten en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer C. LEURQUIN, Officier der Leopoldsorde, Raadsheer in het Hof van Verbreking, en den heer V. KINON, Officier der Leopoldsorde, Ridder der Kroonorde, Algemeen Bestuurder aan het Ministerie van Justitie;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITTANNIË EN IERLAND EN DER OVERZEESCHE BRITSCH E GEBIEDEN, KEIZER VAN INDIË :

Den Zeer honorable Graaf BALFOUR, K. G. O. M. ; Lord President van den Raad van State;

Welke, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten medegedeeld te hebben, omtrent de volgende bepalingen overeengekomen zijn :

I. — *Inleidende bepaling.*

ARTIKEL I.

Deze Overeenkomst is slechts van toepassing op burgerlijke en handelszaken.

II. — *Mededeeling van gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.*

ARTIKEL 2.

Wanneer gerechtelijke of buitengerechtelijke akten opgemaakt op het grondgebied van eenen der Verdragsluitende Staten beteekend moeten worden aan personen die zich op het grondgebied van den anderen bevinden, mogen deze akten, naar keus der betrokken personen op eene der in de hiernavolgende artikelen 3, 4 en 5 voorziene wijzen aan de bestemmingen medegedeeld worden.

ARTIKEL 3.

a) Het verzoek tot beteekening wordt gericht :

In België, door den Britschen Consul aan den Procureur des Konings in wiens rechtsgebied de bestemming der akte verblijft ;

In Engeland, door den Consul-Generaal van België, te Londen, aan den *Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England* ;

b) Het verzoek, waarin zijn opgegeven de overheid van welke het overgezonden stuk uitgaat, de naam en de hoedanigheid der partijen, het adres van den bestemming en de aard der akte, zal opgesteld zijn in eene der in den aangezochten Staat gebruikelijke talen. De overheid, die het verzoek zal ontvangen hebben, zal aan de Consulaire overheid het stuk zenden dat het bewijs levert van de afgifte der akte of de reden opgeeft welke deze afgifte verhinderd heeft.

De mededeeling zal geschieden door de zorgen der bevoegde overheid van den aangezochten Staat. Behalve de in paragraaf (c) van dit artikel voorziene gevallen, kan deze overheid er zich bij bepalen de mededeeling te doen door overhandiging der akte aan den bestemming, indien deze bereid is ze aan te nemen.

Ingeval de overheid, waaraan de akte werd overgezonden, onbevregd is, zal zij deze laatste uit eigen beweging aan de bevoegde overheid van denzelfden Staat doen toekomen.

c) Indien de te beteekenen akte opgesteld is in een der talen gebruikt in den aangezochten Staat, of indien zij vergezeld is van eene vertaling in eene dezer talen, zal de aangezochte overheid, ingeval zulks uitdrukkelijk in het verzoek gewenscht wordt, de akte doen beteekenen in den vorm door hare inlandsche wetgeving voorgeschreven voor de beteekening van dergelijke documenten of in eenen bijzonderen vorm die niet in strijd zij met deze wetgeving. Zoo zulks niet wordt verlangd, zal de aangezochte overheid trachten de overhandiging te doen geschieden volgens de wijze voorzien in paragraaf b).

De vertaling voorzien in de voorgaande alinea zal voor getrouw gewaarmerkt worden door den diplomatieken of consulaire agent van den aanzoekenden Staat of door een officieel of beëdigd vertaler van een der beide Staten.

d) De uitvoering van het verzoek zal slechts dan mogen geweigerd worden wanneer de Staat, op wiens grondgebied zij zou moeten gedaan worden oordeelt dat zij van aard is om op zijne souvereiniteit of op zijne veiligheid inbreuk te maken.

e) Het bewijs der mededeeling zal worden geleverd door middel van eene verklaring van de overheid van den aangezochten Staat, waarbij het feit, de vorm en de datum dezer mededeeling worden vastgesteld.

Zoo de mede te deelen akte in tweevoud werd opgemaakt, moet de verklaring zich op een van de exemplaren bevinden of wel er bijgevoegd zijn.

ARTIKEL 4.

De mede te deelen akte kan ook aan den bestemmeling in eigen persoon overhandigd worden, welke ook zijne nationaliteit zij, zonder rechtsdwang en zonder tusschenkomst van de overheden van den Staat op wiens grondgebied de overhandiging zal geschieden :

a) Hetzij door de diplomatieke of consulaire agenten van den aanzoekenden Staat ;

b) Hetzij door eenen agent in het algemeen of, met het oog op een bijzonder geval, daartoe benoemd door de rechtbanken van den aanzoekenden Staat.

De akte zal opgesteld zijn in eene der talen van den Staat op wiens grondgebied de overhandiging zal moeten geschieden, of vergezeld zijn van eene vertaling in een dezer talen, tenzij de bestemmeling een onderhoorige van den aanzoekenden Staat is.

ARTIKEL 5.

De akten opgesteld door de bevoegde ambtenaren van een der beide Staten zullen eveneens over de post kunnen worden gezonden aan de bestemmingen op het grondgebied van den anderen Staat gehuisvest of verblijvend.

ARTIKEL 6.

De beschikkingen der artikels 2, 3, 4 en 5 beletten de belanghebbenden niet de beteekeningen rechtstreeks te doen geschieden door de bevoegde deurwaarders of ambtenaren van het land van bestemming.

ARTIKEL 7.

De beteekening zal geen aanleiding kunnen geven tot heffing van eenig recht, van welken aard ook, door den eenen Staat van den anderen.

Echter, in de gevallen voorzien in artikel 3, zal de aanzoekende Staat de kosten die, volgens de plaatselijke wet, verschuldigd zouden zijn aan de personen belast met de beteekening, moeten terugbetalen aan den aangezochten Staat. Deze kosten worden berekend volgens het tarief van kracht voor de onderhoorigen van den aangezochten Staat. De terugbetaling dezer kosten wordt gevraagd door de aangezochte rechterlijke overheid aan de aanzoekende consulaire overheid ter zelfder tijd als zij aan deze laatste de verklaring, voorzien in artikel 3 c) doet toekomen.

III. — *Vaststellen der bewijzen.*

ARTIKEL 8.

Wanneer eene gestelde rechtsmacht in een der verdragsluitende Staten zal bevelen dat bewijzen moeten ingezameld worden op het grondgebied van den anderen Staat, zal dit mogen geschieden op eene der wijzen bedoeld in de hiernavolgende artikelen 9 en 11.

ARTIKEL 9.

a) De rechtsmacht, waarbij eene zaak aanhangig is, zal zich overeenkomstig hare wetgeving door middel eener opdracht tot onderzoek kunnen wenden tot de bevoegde overheid van den anderen verdragsluitenden Staat, met verzoek om, binnen haar rechtsgebied, hetzij een gerechtelijk onderzoek te doen, hetzij andere rechterlijke handelingen te verrichten.

b) De opdracht tot onderzoek zal opgesteld zijn in eene der talen van de aangezochte overheid of vergezeld zijn van eene vertaling in eene dezer talen, voor getrouw gewaarmerkt door een diplomatiek of consulaire agent van den aanzoekenden Staat of door een officieel of beëdigd vertaler van een der beide Staten. Indien zij niet van eene vertaling vergezeld is, kan deze gemaakt worden door de zorgen van den aangezochten Staat.

c) De opdracht tot onderzoek zal worden overgezonden.

In Engeland, door den Consul-Generaal van België te Londen aan den *Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England*.

In België, door den Britschen Consul aan den Procureur des Konings in wiens rechtsgebied de opdracht tot onderzoek moet worden uitgevoerd.

d) De rechterlijke overheid waaraan de opdracht tot onderzoek gericht is, zal verplicht zijn er gevolg aan te geven met aanwending van dezelfde dwangmiddelen als voor de uitvoering van eene opdracht tot onderzoek uitgaande van de overheden van den aangezochten Staat.

(e) De consulaire overheid van den aanzoekenden Staat zal, indien zij het vraagt, ingelicht worden omtrent den dag waarop en de plaats waar tot den gevraagden maatregel zal worden overgegaan, opdat de belanghebbende partij er kunne bij aanwezig zijn.

(f) De uitvoering van de opdracht tot onderzoek zal slechts geweigerd kunnen worden :

1^o Indien de echtheid van het stuk niet vaststaat ;

2^o Indien, in den aangezochten Staat, de uitvoering van de opdracht tot onderzoek niet behoort tot de bevoegdheid der rechtsmacht ;

3^o Indien de aangezochte Staat oordeelt dat zij van aard is om op zijne souvereiniteit of op zijne veiligheid inbreuk te maken.

g) In geval van onbevoegdheid der aangezochte overheid, zal de opdracht tot onderzoek ambtshalve doorgezonden worden aan de bevoegde rechterlijke overheid van denzelfden Staat, naar de regelen vastgesteld door zijne wetgeving.

h) In al de gevallen, waarin de opdracht tot onderzoek niet wordt uitgevoerd door de aangezochte overheid, zal deze daarvan onverwijld kennis geven aan de consulaire overheid van den aanzoekenden Staat, met vermelding hetzij van de reden waarom de uitvoering geweigerd werd, hetzij van de rechterlijke overheid waaraan de opdracht tot onderzoek werd overgezonden.

i) De overheid die aan eene opdracht tot onderzoek uitvoering geeft, zal daarbij, wat de vormen betreft, hare landswetten toepassen. Evenwel zal er voldaan worden aan het verzoek der aanzoekende overheid om met inacht-

neming van eenen bepaalden vorm te handelen, mits deze vorm niet in strijd zij met de wetgeving van den aangezochten Staat.

ARTIKEL 10.

De uitvoering der opdrachten tot onderzoek zal geen aanleiding kunnen geven tot heffing van eenig recht, van welken aard ook, door den eenen Staat van den anderen.

Niettemin zal de aanzoekende Staat de vergoedingen betaald aan getuigen, deskundigen, tolken of vertalers, de kosten van dagvaarding der getuigen die niet vrijwillig verschenen, en ten slotte de kosten verschuldigd aan den persoon die de rechterlijke overheid in hare plaats zal afgevaardigd hebben, ingeval de landswetten haar zulks toelaten, aan den aangezochten Staat terugbetalen.

De terugbetaling der onkosten wordt door de aangezochte overheid van de aanzoekende overheid gevraagd terzelfder tijd als zij haar de stukken zendt waaruit de uitvoering der opdracht tot onderzoek blijkt. Deze kosten worden berekend volgens het tarief van kracht voor de onderhoorigen van den aangezochten Staat.

ARTIKEL 11.

a) De bewijzen zullen eveneens ingezameld kunnen worden, zonder tussenkomst van de overheden van den Staat op wiens grondgebied daartoe overgegaan wordt, door eenen diplomatieken of consulaire agent van den Staat vóór wiens rechtbanken gebruik moet gemaakt worden van deze bewijzen of door eenen anderen persoon door deze rechtbanken benoemd.

b) De agent, met het inzamelen der bewijzen belast, zal aan de aangewezen personen kunnen vragen hetzij als getuigen te verschijnen, hetzij gelijk welk stuk over te leggen, hetzij een eed af te leggen, maar hij zal over geene dwangmiddelen beschikken.

c) De van den agent uitgaande oproepingen moeten opgesteld zijn in eene der talen van den Staat waar de bewijzen ingezameld worden, of vergezeld zijn van eene vertaling in eene dezer talen, tenzij hun bestemming een onderhoorige van den aanzoekenden Staat is. Elke oproeping zal uitdrukkelijk vermelden dat men niet gedwongen is te verschijnen.

d) De rechtsbehandeling kan geschieden overeenkomstig de wetgeving van den Staat op wiens grondgebied de bewijzen zullen moeten dienen, en de partijen zullen het recht hebben vertegenwoordigd te zijn door advokaten of pleitbezorgers van dezen Staat.

ARTIKEL 12.

Het feit dat eene poging om bewijzen in te zamelen op de in artikel 11 voorziene wijze, mislukt is tengevolge der weigering van de getuigen om te verschijnen, om hunne getuigenis af te leggen of om stukken over te leggen, verhindert niet dat naderhand een verzoek kan worden ingediend overeenkomstig artikel 9.

IV. — *Algemeene beschikkingen.*

ARTIKEL 13.

Alle moeilijkheden die zich zouden voordoen nopens de toepassing dezer Overeenkomst zullen langs diplomatieken weg geregeld worden.

ARTIKEL 14.

a) Deze overeenkomst zal in werking treden drie maanden na den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen; zij is gesloten voor een termijn van drie jaar van den datum af waarop zij in werking treedt. Ingeval geen enkele der Hooge Verdragsluitende Partijen zes maanden vóór het verstrijken van dezen termijn kennis zou gegeven hebben van haar voornemen een einde te maken aan de uitwerking der Overeenkomst, zal deze nog verplichtend blijven gedurende zes maanden en zoo voorts van zes maanden op zes maanden van den dag af waarop een der beide Partijen ze zal opgezegd hebben.

b) Deze Overeenkomst zal niet van toepassing zijn op de Dominions, Koloniën, en Bezittingen of Protectoraten der beide Hooge Verdragsluitende Partijen, maar elk hunner kan op elk tijdstip, door een eenvoudige kennisgeving, deze Overeenkomst uitbreiden tot een harer Dominions, Koloniën, Bezittingen of Protectoraten.

De kennisgeving zal vermelden het tijdstip waarop de Overeenkomst in werking zal treden, de overheden waaraan de gerechtelijke of buitengerechtelijke akten en de opdrachten tot onderzoek moeten overgezonden worden, alsmede de taal waarin de medeelingen en de vertalingen moeten geschieden.

Na het verstrijken van een termijn van drie-jaar na het in werking treden der uitbreiding tot een der Dominions, Koloniën, Bezittingen of Protectoraten van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, kan deze er op elk oogenblik een einde aan maken mits eene voorafgaande kennisgeving van zes maanden.

c) Deze Overeenkomst is evenmin van toepassing op Schotland noch op Ierland. Zijne Britsche Majesteit zal echter het recht hebben de Overeenkomst uit te breiden tot Schotland en Ierland met inachtneming der in de voorafgaande paragraaf voor de Dominions, Koloniën, Bezittingen of Protectoraten bepaalde voorwaarden.

Ter Oorkonde waarvan de Ondergeteekenden deze Overeenkomst geteekend en er hunne zegels op gezet hebben.

Gedaan in dubbel te Londen den 21^o Juni 1922.

(14)

(ANNEXES AU N° 58.)

(BIJLAGEN VAN N° 58.)

PROJET DE LOI

approuvant la Convention Anglo-Belge
sur la transmission des actes judi-
ciaires et extrajudiciaires et l'éta-
blissement des preuves.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre des Affaires Étrangères et de
Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étran-
gères et Notre Ministre de la Justice
sont chargés de présenter en Notre
Nom, aux Chambres législatives, le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention conclue à Londres
le 21 juin 1922 entre la Belgique et
la Grande-Bretagne sur la trans-
mission des actes judiciaires et ex-
trajudiciaires et sur l'établissement
des preuves sortira son plein et en-
tier effet.

Donné à Bruxelles, le 12 décem-
bre 1922.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Henri JASPAR.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Engelsch-Belgi-
sche Overeenkomst aangaande het
overzenden van gerechtelijke en
buitengerechterlijke akten en aan-
gaande het vaststellen der bewij-
zen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Buitenlandsche Zaken en van
Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN ;

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken en Onze Minister van Justitie
worden gelast in Onzen Naam bij de
Wetgevende Kamers het wetsont-
werp in te dienen waarvan de in-
houd volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst op 21 Juni 1922
te Londen tusschen België en Groot-
Brittannië gesloten aangaande het
overzenden van gerechtelijke en
buitengerechterlijke akten en aan-
gaande het vaststellen der bewijzen
zal haar geheel en volkomen uit-
werksel hebben.

Gegeven te Brussel, den 12 De-
cember 1922.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*

De Minister van Justitie,